

SECONDE INTIFADA ET TERRORISME

UNE ANALYSE DES DISCOURS
DE LA PRESSE FRANÇAISE

PAR

ISABELLE GARCIN-MARROU (*)

ET

JEAN-FRANÇOIS TETU (**)

INTRODUCTION

Depuis septembre 2000, la couverture médiatique de la seconde Intifada a connu une évolution sensible, notamment du fait des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Cet article tente de caractériser cette évolution à partir de quelques épisodes significatifs.

Rappel des faits

19 septembre 2002 : après environ un mois et demi d'accalmie (et la réoccupation quasi générale de la Cisjordanie par Tsahal, l'armée israélienne), une attaque-suicide fait 5 morts à Tel-Aviv. Le lendemain, soit environ deux ans après le début de la seconde Intifada, l'armée israélienne assiège de nouveau le QG de Yasser Arafat à Ramallah, aux trois quarts détruit, et le gouvernement d'Israël, comme au printemps précédent, tente de le pousser à l'exil. Moins de quinze jours plus tôt, soit environ un an après les attentats du 11 septembre 2001, son pouvoir était fortement fragilisé : « *la démission du gouvernement palestinien constitue un grave revers pour Arafat* » (1). L'attitude personnelle de Yasser Arafat après le 11 septembre 2001 avait été largement approuvée et les attaques répétées contre son QG à Ramallah, loin d'affaiblir son image, avaient fait circuler dans le monde entier les photographies du vieux chef, privé d'électricité et éclairé à la bougie, comme celle d'un « martyr ». La volonté d'Ariel Sharon de l'« exiler » n'avait guère eu d'écho qu'à Washington, où George W. Bush réclamait son départ. Mais l'été 2002 a vu son rôle dans l'Autorité palestinienne mis en

(*) Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

(**) Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

(1) *Le Monde*, 13 septembre 2001.

cause par le Conseil législatif palestinien : « *le désaveu essuyé par le chef de l'Autorité palestinienne porte moins sur sa personne que sur ses choix, au plutôt ses non-choix déjà mis en cause par un ancien ministre, Nabil Amr, dans une tribune très critique publiée par le journal Hayat Al-Jedida qui est pourtant le plus officiel des organes de presse palestiniens... Il témoigne également de la profondeur des débats qui agitent la société palestinienne deux ans après le début d'une Intifada qui s'est accompagnée de la pire répression jamais connue dans les territoires occupés* » (2).

Cette situation nouvelle incite à mettre d'emblée l'accent sur l'extrême complexité de ce conflit, complexité qui est le principal point commun de sa couverture, dont cet article examine ce qui semble rétrospectivement en avoir constitué quelques moments clefs : les débuts de cette seconde Intifada et la construction de catégories interprétatives, faites d'images et de rôles qui se mettent rapidement en place dès octobre 2000 ; l'onde de choc du 11 septembre ; la transformation de l'opinion dans l'amalgame « Islam et terrorisme », qui sert d'appui à Ariel Sharon pour lancer l'opération « Mur de protection » après la recrudescence des attentats en Israël.

Mais il est impossible de ne pas souligner d'abord la « neutralité impossible » des médias français dans ce débat (3). En effet, les médias français ont été régulièrement accusés d'être pro-palestiniens, ce qui impose une réflexion préalable.

Les médias français et Israël

Jusqu'au conflit de 1967, et à l'occupation des « territoires », l'opinion et les médias français ont toujours été fortement pro-israéliens, du seul fait que l'histoire de l'Israël moderne apparaissait comme la naissance d'une nation (d'où, par exemple, le nombre impressionnant de Français allant visiter ce pays en pleine construction ou encore les manifestations parisiennes pour défendre la construction d'Israël contre ses ennemis) : « *Israël était en danger et l'opinion se range toujours du côté du plus faible* » (4). Tout change en 1967, où Israël, menacé depuis ses origines, devient soudain l'« occupant » de territoires qui ne lui appartiennent pas. Le propos du général de Gaulle sur ce « *peuple sûr de lui et dominateur* » a renforcé le renversement de l'image de la victime devenue bourreau.

Mais cela ne suffit pas à expliquer cette sorte de passion, ni la constance ou l'ampleur de la couverture médiatique : il y a ordinairement environ 300 journalistes étrangers présents à Jérusalem, ce qui est déjà énorme ; il y en avait 900 pendant l'opération d'avril dernier. Pourquoi cela ?

(2) *Le Monde*, 13 septembre 2001.

(3) Cf. le compte rendu de la conférence qui s'est tenue à Radio France le 25 avril 2002, sur le thème « Pour mieux comprendre le conflit israélo-palestinien », *Médias*, n° 2, juin-juillet 2002.

(4) Josette ALLIA, « *Le Nouvel Observateur* », *Médias*, n° 2, juin-juillet 2002.

La première raison est qu'« Israël est une démocratie et, en dépit des interdictions récentes de couvrir les zones militaires, ce pays a toujours permis la libre circulation des informations ». La seconde est que « Jérusalem, Bethléem, la Terre sainte correspondent, même pour une France déchristianisée, au berceau de la civilisation » (5). La troisième est que la France, après les États-Unis, comporte la plus grande communauté juive dans le monde et une des plus importantes communautés arabo-musulmanes. Cela suffit à rendre la couverture du conflit à la fois impérative et très difficile : il faut « multiplier par un coefficient dix la vigilance normale que l'on doit avoir dans le traitement d'une guerre » (6); et il n'est pas facile de ne pas se sentir impliqué : « quand je passe une heure pour un reportage dans un bus de la ligne 6, la plus touchée par les attentats, je suis pro-israélienne, et quand je reviens des camps de réfugiés palestiniens occupés par les chars, je suis pro-palestinienne » (7).

L'examen de la couverture médiatique du conflit ne peut pas éviter cet excès de passion qui pousse sans cesse à « équilibrer » les reportages et commentaires sans pouvoir éviter les accusations incessantes, comme en témoignait Mireille Dutheil, selon laquelle les lecteurs « ne comprennent pas qu'attaquer la politique de Sharon, ce n'est pas attaquer Israël ou être antisémite. C'est une assimilation invraisemblable. C'est le seul conflit où on ne peut rien dire sur la politique d'un homme politique » (8). Il reste, comme on le verra, une sorte de prime au faible contre le fort : « l'image se retournera toujours contre le char qui tire sur des gens armés de kalachnikovs » (9).

La complexité de la situation incite donc les médias à tenter une réduction du conflit à des questions apparemment simples : celle de la responsabilité/culpabilité des protagonistes, elle-même fortement réduite à celle des victimes, et, de ce fait, celle de la légitimité ou de l'illégitimité des attentats et des réactions violentes de l'armée, focalisant l'attention sur les épisodes les plus visiblement violents du conflit.

LA SECONDE INTIFADA

Le jeudi 28 septembre 2000, Ariel Sharon, chef du Likoud, se rend sur l'Esplanade des Mosquées-Mont du Temple à Jérusalem. Son geste, décrit de façon générale comme une « visite controversée », est perçu par les Palestiniens comme une provocation. Le lendemain, les premiers heurts se déclenchent entre manifestants palestiniens et forces de sécurité israéliennes : ils marquent le début de la seconde Intifada. Lors de manifestations anti-israéliennes

(5) Frédéric ENCEL, enseignant en Relations internationales à l'ENA, *op. cit.*

(6) Edwy PLENEL, *Le Monde*.

(7) Dorothée OLLIERIC, *France 2*.

(8) Mireille DUTHEIL, *Le Point*.

(9) Bertrand VANNIER, directeur de la rédaction de *France Inter*.

dans la vieille ville de Jérusalem, les Israéliens ouvrent le feu : sept Palestiniens sont tués et 220, blessés.

Le 30 septembre, Gaza et la Cisjordanie s'embrasent. Un enfant de 12 ans, Mohamad El Dirah, est tué dans les bras de son père, lors d'une fusillade qui éclate au carrefour de Netzarim, dans la bande de Gaza. Sa mort est filmée en direct par un cameraman de *France 2*, qui assurera que les tirs venaient du côté israélien. L'émotion est internationale et Yasser Arafat appelle l'ONU à créer une commission d'enquête internationale, ce à quoi s'oppose le gouvernement israélien.

Dans les jours qui suivent, les heurts se poursuivent. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, est dans la région ; il tente de convaincre Israéliens et Palestiniens d'accepter une rencontre sur la sécurité. Le jeudi 12 octobre, trois soldats israéliens sont lynchés à mort, puis défenestrés dans un commissariat de Ramallah. La réponse d'Israël est immédiate : les hélicoptères de l'armée bombardent Gaza, Ramallah, Jéricho, Naplouse et Hébron. Ce sont les violences les plus meurtrières depuis les accords d'Oslo de 1993.

Civils palestiniens versus soldats israéliens

Dans cette première période, les discours des journaux rendent essentiellement compte des violences entre civils palestiniens et armée israélienne. Cela induit différents modes discursifs dans la représentation de la crise. Dans les jours qui suivent la mort du petit Mohamad, archétype de la population civile victime d'une violence armée et illégitime, les civils palestiniens sont représentés comme les victimes constantes du conflit : « *des jeunes Palestiniens* » font face à des « *militaires israéliens* » ; « *des jets de pierres* » entraînent des ripostes « *à balles réelles* » (10) ; « *l'enfant est emblématique de la Palestine* » (11). Identifiée, ou non, à un individu singulier, la société civile palestinienne est posée, par les médias, dans la position de l'absolue victime, subissant les bombardements des représailles israéliennes.

La terminologie indique assez nettement le déséquilibre des forces en présence et fonctionne comme la figure concrète du thème de la violence aveugle et disproportionnée, de la « tuerie » et du « massacre ». Les journaux font ainsi état de « *manifestants* » palestiniens, « *blessés* » ou « *tués* », indiquant par cette opposition sémantique la disproportion entre la cause et les effets des affrontements avec l'armée israélienne, laquelle joue, de fait, le rôle d'un appareil répressif violent. Par ailleurs, les processus de numération des victimes indiquent l'opposition entre la situation faite aux civils palestiniens et la nécessité de rétablir un processus de paix. *L'Humanité* emploie le terme « *massacre* » dans un « chapeau » précisant que les trois jours écoulés ont fait « *trente-cinq morts et 2 000 blessés palestiniens* » ; de son côté, *Le Figaro* pré-

(10) *L'Humanité*, 2 octobre 2001.

(11) *Le Monde*, 3 octobre 2001.

cise, dans un « chapeau », que « onze Palestiniens – dont deux enfants – et un Arabe israélien ont été tués hier par des balles tirées par des soldats israéliens... Par ailleurs, au moins 280 Palestiniens et Arabes d'Israël ont été blessés... Ces onze décès portent à 35 le nombre de tués... », tandis que *La Croix* indique : « des affrontements depuis jeudi entre manifestants palestiniens et forces de sécurité israéliennes ont fait au moins 31 morts, tous arabes, et plus d'un millier de blessés ».

La représentation de ces affrontements entre civils et soldats passe, pour *Le Monde*, par un discours citant le témoin clef de l'épisode « emblématique » que constitue la mort « en direct », dans les bras de son père, de Mohamad; ce témoin, Talal Abou Rameh, le cameraman de *France 2* qui a filmé la scène, est décrit comme un « cameraman chevronné, ayant 'couvert', durant et depuis l'Intifada, des dizaines de manifestations violentes ». Talal Abou Rameh insiste sur l'importance du nombre de coups de feu qui ont tué l'enfant : « l'enfant s'est mis à crier et à pleurer... Il y a eu d'autres coups de feu, des balles venues du côté israélien qui visaient délibérément le bloc de béton. Un ambulancier du Croissant-Rouge palestinien, qui tentait d'arriver, a été touché à son tour, mort. Et puis il y a eu une rafale; ça venait d'en haut, du côté israélien, on le voit bien dans le film. L'homme derrière le bloc et son fils ont été touchés. On ne pouvait rien faire. Au moindre mouvement, une grêle de balles s'abattait sur nous... La fusillade a duré 45 minutes. Quand elle s'est arrêtée, l'enfant était vraisemblablement déjà mort ».

Les images de la mort du petit Mohamad font le tour des télévisions et paraissent dans tous les journaux. La force émotionnelle de cette mort filmée n'est pas à démontrer, mais elle s'inscrit dans un cadrage discursif qui oppose évidemment les civils aux militaires, les enfants aux adultes, les Palestiniens aux Israéliens. Outre la disproportion entre les actes des civils palestiniens et les réponses de l'armée israélienne, dénoncée par *La Croix* (« Une réponse disproportionnée aux attaques des jeunes ») (12), c'est bien la légitimité de la violence mise en œuvre par l'armée israélienne qui est ici mise en cause. Or, dans le conflit israélo-palestinien, la question de la légitimité des violences est évidemment centrale. *La Croix* indique ainsi que, « comme lors de chaque confrontation avec l'armée israélienne, les morts et les blessés sont à décompter quasi exclusivement du côté palestinien », tandis que *Le Monde* cite les propos d'un haut fonctionnaire de Ramallah dénonçant ce qu'il « appelle l'assassinat d'un innocent, un crime de guerre » (13). Le même article fait état, au discours indirect, des déclarations du commandant de la région Sud, qui englobe Netzarim, le général Yomtov Samila, qui « a assuré qu'après étude de la séquence diffusée par la télévision, le tir mortel ne pouvait venir que des Palestiniens ». Dans ce cas, l'usage des citations fait apparaître le déficit de légitimité dont souffre l'armée israélienne. Ce déficit

(12) *La Croix*, 2 octobre 2001.

(13) *Le Monde*, 3 octobre 2001.

est encore plus clair dans l'article du *Figaro* qui raconte la mort du petit garçon : citant les propos du général Ousama Al Ali, président du Comité régional de coopération, chargé des bonnes relations avec l'armée israélienne dans la bande de Gaza, (« *Ils ont tiré avec l'intention de tuer... Les Israéliens sont des terroristes* », clame le général » (14), l'article se conclut sur une citation des propos du ministre israélien Shlomo Ben Ami qui accuse « *l'Autorité palestinienne de manipuler les manifestations pour montrer sa force, pour 'atteindre des buts politiques à court terme'* ». Le terme « terroriste » est donc employé, occurrence rare dans ces trois jours, pour qualifier les Israéliens.

Il semble intéressant de noter que, malgré le flou qui demeure dans le fait de savoir si les manifestations sont manipulées, malgré le fait que l'armée israélienne agisse sous les ordres d'un gouvernement démocratiquement élu, l'illégitimité de la violence est placée par les médias français du côté des actes de l'armée israélienne. Cette illégitimité est d'ailleurs soulignée, de façon plus ou moins nette selon la source, par les commentaires provenant de la communauté internationale : « *'nous craignons que ce ne soit la visite (au Mont du temple) d'Ariel Sharon qui soit la cause de ces tensions'* a déclaré le porte-parole du département d'Etat américain » (15); « *le secrétaire général de la Ligue arabe, Ismat Abdel Méguïd, a lui aussi accusé l'Etat hébreu d'avoir commis une 'boucherie'* » (16).

Les discours semblent donc nettement désigner Israël comme responsable de ce début de la seconde Intifada et, dans ce type de confrontation, le fait que les victimes appartiennent essentiellement à la population civile place l'armée israélienne, même si les discours sont prudents dans la construction de cette représentation, dans la position d'un appareil répressif dont la violence ne peut pas être légitime. Tout semble donc reposer sur le statut des victimes; mais une des difficultés qu'ont à surmonter les journaux réside dans le fait que les auteurs de violences illégitimes peuvent être des soldats, bras armé d'un pouvoir légitime.

Foule et Autorité palestiniennes

Une autre difficulté du traitement de ce conflit est exemplairement illustrée par le lynchage des trois soldats israéliens, réservistes, dans le commissariat de Ramallah. Dans ce cas, les journaux doivent rendre compte de violences commises par des civils, dont la principale qualification est de constituer une foule en colère et de représenter la société civile palestinienne.

Cette société, qui était décrite de façon indistincte ou emblématique lors des violences des jours précédents, se transforme, dans les discours médiatiques, en foule furieuse. Rapportant le lynchage des trois soldats israéliens,

(14) *Le Figaro*, 2 octobre 2001.

(15) *L'Humanité*, 2 octobre 2001.

(16) *Le Monde*, 3 octobre 2001.

Le Figaro évoque « la colère des passants » et une foule pour qui les soldats « ne pouvaient être que des espions » (17). *La Croix* attribue le lynchage à « une foule en furie » (18). *L'Humanité* décrit « une foule », « les manifestants », « plusieurs hommes » ou « des silhouettes », que la police palestinienne est impuissante à contenir (« c'était peine perdue », « ne pouvait plus rien faire ») (19), tandis que *Le Monde* décrit l'acte des assassins « en rage », « remplis de haine », de la façon suivante : « ils s'acharnent, ils massacrent, ils profanent » (20). *Libération*, dont la une est une photographie pleine page d'un jeune Palestinien montrant ses avant-bras couverts du sang des soldats par la fenêtre du commissariat, explique que la foule « en colère » réclame les trois soldats et « s'en prend même aux policiers qui tentent de les protéger » ; puis, « les trois hommes sont battus à mort et défenestrés depuis le premier étage. Leur sang va maculer la façade... Dans la population, c'est la liesse ». Outre que ces représentations de la foule meurtrière peuvent être lues comme un renvoi explicite aux écrits de la fin du XIX^e siècle sur la psychologie des foules, il faut noter, dans ce discours de *Libération*, la narrativisation fictionnelle que produit l'usage des temps verbaux : la construction de cette scène dramatique décrit l'action de la foule palestinienne comme un *fatum* sur lequel personne, et en premier lieu l'Autorité palestinienne, n'a de prise.

Cette perspective d'intelligibilité du lynchage produit une représentation très ambivalente des autorités palestiniennes. « *L'Autorité palestinienne a aussitôt regretté cet incident* », tout en précisant qu'il était « le résultat de la politique d'escalade appliquée par Israël », que l'Autorité palestinienne a, à plusieurs reprises, mis en garde contre ses conséquences », indique *La Croix*, dont la journaliste, pour décrire plus avant l'ambiguïté de la position palestinienne, conclut : « les appels au calme n'ont pas été entendus, Marwan Barghouti nie avoir reçu un quelconque ordre de Yasser Arafat en ce sens ». Résumant la situation, l'éditorial de *France-Soir* insiste sur cette ambivalence de Yasser Arafat : « l'alternative est assez simple : ou bien il n'est pas en mesure de maîtriser des éléments 'incontrôlés' en dépit des injonctions israéliennes et des engagements qu'il a pris avec Barak ; ou bien il les a laissé faire et l'Etat hébreu a raison d'affirmer qu'il n'a plus de 'partenaire' pour dialoguer avec lui. »

Entre impuissance et manipulation, la figure du pouvoir palestinien oscille et la crédibilité même de ce pouvoir est ici discutée. Sous le titre « *A Ramallah, l'inhumain a été commis* », le journaliste du *Monde* précise que « Marwan Barghouti, le chef de la faction qui souhaitait, la veille à la télévision, 'un durcissement de l'Intifada', est invisible ». Dans l'éditorial, le discours pointe le double jeu que semble jouer le pouvoir palestinien : « Yasser Arafat,

(17) *Le Figaro*, 13 octobre 2001.

(18) *La Croix*, 13 octobre 2001.

(19) *L'Humanité*, 13 octobre 2001.

(20) *Le Monde*, 14 octobre 2001.

chef de l'Autorité palestinienne, [qui] dînait il y a deux semaines avec Ehud Barak et [qui], aujourd'hui, fait libérer de ses prisons les militants du Hamas, mouvement islamiste, responsable de nombre d'opérations terroristes ». Notons aussi que cette remarque est précédée d'une remise en cause de l'entrée au gouvernement d'Ariel Sharon, « *opposant de toujours à feu le processus de paix, honni de Ramallah à Gaza pour avoir couvert, au début des années 80, les terribles massacres de civils palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila à Beyrouth* ».

Le lien entre le pouvoir palestinien et les mouvements terroristes est donc rendu explicite. Ce cadrage est d'autant plus signifiant qu'il s'appuie sur la représentation en creux de la faible structuration de la société civile palestinienne, identifiée à quelques-uns de ses « martyrs », comme le petit Mohamad, mais qui ne semble agir que sous l'impulsion d'émotions « orchestrées » par les mouvements islamistes et terroristes. Si cette représentation est souvent doublée d'une évocation des difficultés quotidiennes vécues par les Palestiniens des territoires autonomes, il demeure que l'élément essentiel des discours tient dans le lien fait entre un peuple idéologiquement ou religieusement manipulé et un pouvoir qui joue de cet état de fait. Ce pouvoir qui, sous couvert de soulèvement populaire, l'Intifada, utilise le terrorisme, n'apparaît pas comme un acteur légitime de la résolution du conflit. Malgré les réserves émises sur la personnalité d'Ariel Sharon, malgré les craintes fortes émises sur les risques de guerre après le lancement, par Israël, de missiles sur Ramallah, l'éditorial du *Figaro* précise cette analyse : « *quand l'opinion, au Caire, à Damas ou à Amman, applaudit aux enlèvements par le Hezbollah libanais de soldats israéliens... un accident est toujours possible. Devant la colère de la rue, les régimes les plus faibles pourraient être tentés d'aller chercher une légitimité dans l'agressivité. Le risque de contamination n'est pas seulement régional. Comme le rappellent l'attaque du navire américain [à Aden] et l'incendie de la synagogue de Trappes, le terrorisme est un péril mondial* ».

Le vocable « terrorisme » est donc peu mobilisé par les journaux quand la seconde Intifada commence, mais lorsqu'il l'est, il renvoie à une lecture du conflit dans laquelle les actions terroristes ne peuvent être que liées à un pouvoir palestinien ambivalent, qui instrumentaliserait les souffrances de son peuple. La question de la légitimité des actions armées israéliennes est fondamentalement liée à l'intensité de la répression qui entraîne la mort de civils; mais si la disproportion des réactions est illégitime, le pouvoir qui les ordonne est légitime et ne peut donc pas être qualifié de terroriste. Il n'en est pas de même pour les actions palestiniennes, qui sont décrites comme civiles ou menées par des milices : ces actes ne peuvent pas être légitimes; seules les actions de la police palestinienne pourraient l'être, mais cette police est débordée et impuissante. L'action du pouvoir palestinien semble donc reposer sur un ordre du faire qui, par essence, est illégitime.

LES RETOMBÉES DU 11 SEPTEMBRE :
ISLAMISME ET TERRORISME

Les attentats du 11 septembre provoquent une telle onde de choc que l'événement occupe toutes les livraisons du 12 septembre 2001. Il faut donc attendre le 13 septembre pour que, sous l'appellation générique « les réactions dans le monde », on envisage l'effet des attentats sur le conflit israélo-palestinien. Mais il faut en fait attendre l'anniversaire de la seconde Intifada, soit autour du 28 septembre, pour que les journaux, faisant le bilan de l'année écoulée, tirent les premières leçons du 11 septembre.

En effet, le surlendemain du 11, les médias focalisent l'attention sur trois phénomènes : le contraste entre la réprobation des attentats de la part de Yasser Arafat et les « manifestations de liesse » de la part de la population palestinienne; le contraste entre l'affaiblissement inévitable de la position palestinienne et le renforcement d'Israël; le risque d'un amalgame « arabe/ Islam/terrorisme ».

« *Yasser Arafat est sous le choc, Naplouse exulte* » (21). Très vite, une image, d'ailleurs reprise par *Le Monde*, fait le tour du globe, montrant de jeunes Palestiniens en liesse après les attentats. Elle donne lieu à des commentaires bien différents : si *l'Humanité* minimise cette manifestation (« *toujours le même groupe de gamins* »), *Le Monde*, qui précise que l'Autorité palestinienne a interdit ces manifestations, laisse entendre que les Palestiniens sont globalement satisfaits de l'atteinte faite au premier allié de leur ennemi et que l'attitude de leurs dirigeants est, sinon feinte, du moins en forte contradiction avec celle de la population. Même si l'ouverture (« *des centaines de personnes* ») est ensuite minimisée (« *une poignée de manifestants* »), et davantage encore les jours suivants, la réaction palestinienne est donnée comme générale : « *la passion semblait souvent l'emporter sur la raison, la haine sur la compassion parmi les Palestiniens interrogés au hasard... Washington est... responsable de la souffrance du peuple palestinien* » (22).

« *Les Palestiniens victimes des retombées.* » Ce titre de *l'Humanité* donne un autre ton. D'abord parce que la répression semble s'être intensifiée : « *onze Palestiniens ont été tués dans la seule matinée d'hier, dont neuf dans la région de Jénine* », « *comme si le carnage provoqué par le terrorisme aux Etats-Unis lui [l'armée] donnait de nouvelles raisons de tuer des Palestiniens* ». Pour la journaliste, les drapeaux en berne, la minute de silence dans les écoles, la journée de deuil national en Israël indiquent l'alignement inconditionnel de l'Etat sur le grand allié et donnent le sentiment que la répression accrue envers les Palestiniens est l'effet d'une violence non fondée, donc illégitime.

(21) *Le Monde*, 13 septembre 2001.

(22) *Le Monde*, 13 septembre 2001.

Rapportant les manifestations de liesse à Naplouse, *Le Figaro* indique que les gens criaient « *Allah est grand* », ce qui semble indiquer que pour ces jeunes Palestiniens, le conflit est bien aussi une guerre de religion. Si, aussitôt après les attentats, de multiples voix d'autorités musulmanes et de dirigeants arabes indiquent leur crainte d'un amalgame infondé, il est cependant possible, après le discours de George W. Bush, de faire le lien entre « États islamistes » et « terroristes », ce que montre la reprise de l'opposition bien/mal par Ariel Sharon : « *le combat contre le terrorisme est une lutte internationale du monde libre contre les forces des ténèbres* » (23).

Cet « amalgame » est particulièrement net dans le recours à des formules-choc à la une des magazines : « *Les 'islamistes' déclarent la guerre à l'Occident* » (24), « *Les nouveaux barbares* » (25), sans d'ailleurs que ces livraisons contiennent de dossiers susceptibles de fonder une telle généralisation, ni l'opposition entre civilisation (Occident) et barbarie. Mais l'attention étant presque exclusivement centrée sur les États-Unis et leur riposte, il faut attendre encore quelques jours pour que l'anniversaire des débuts de la seconde Intifada produise un recadrage du conflit.

Le rejet du terrorisme palestinien

L'anniversaire donne lieu à un grand nombre d'articles, où la présence des journalistes sur place donne un gage d'authenticité aux discours. Globalement, les journaux présentent un double cadrage, entre lesquels l'hésitation est explicite, mais qui autorisent des projections bien différentes, quoique tous soient d'accord sur le blocage du processus de paix.

D'un côté, un cadrage « pro-palestinien » rappelle les origines ponctuelles de l'Intifada (la « visite » d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées) et les réactions disproportionnées de l'armée à l'égard d'une révolte née des frustrations du peuple palestinien (« *les colonies juives continuaient de pousser comme des champignons* » (26)). Ce cadrage, qui insiste sur l'escalade guerrière d'Israël, repose sur l'opposition entre le « peuple palestinien » et l'État d'Israël. Ce cadrage peut être relatif, pour les journaux qui, à l'instar du *Figaro*, tentent d'équilibrer les points de vue : « *les offres de Camp David n'étaient pas acceptables pour les Palestiniens* » ou encore « *les Palestiniens ont des raisons de ne pas voir la lumière* », mais cela n'aboutit qu'à voir les perspectives de paix à peu près ruinées.

Or, c'est bien le refus du cadrage « peuple réprimé/État répressif » qui est mis en cause par l'autre lecture, celle que propose *Le Monde* par exemple, pour qui l'explosion populaire initiale a été très vite « *militarisée* » et « *privatisée* » : il n'y a pas dans cette Intifada « un » peuple, mais « *une myriade de*

(23) *Le Monde*, 13 septembre 2001.

(24) *L'Express*, 13 septembre 2001.

(25) *Marianne*, 17 septembre 2001.

(26) *Le Figaro*, 28 septembre 2001.

petites milices ». C'est pourquoi la figure centrale n'est plus celle de la victime, mais celle de l'échec de ce qui peut se définir comme stratégie (de Yasser Arafat) ou tactique (des milices), et cela à cause de la « *dérive* » (27) que représente le terrorisme. Ainsi, les actions sont présentées sous une forme grammaticale négative : « *ne sont pas parvenus* » (28). En outre, les attentats apparaissent totalement contre-productifs, puisqu'ils donnent de « *bons prétextes* » à la répression. Enfin, la société palestinienne apparaît comme aussi morcelée que ses territoires, du fait de la faiblesse du pouvoir, dont l'affaiblissement est masqué par la « *solidarité de devoir* » de la population. Ce cadrage conduit à faire de la lutte contre le terrorisme le cœur du commentaire. Les Palestiniens doivent désormais choisir le bon camp en abandonnant le terrorisme : « *côté palestinien, où le souvenir d'avoir été dans le mauvais camp lors de la guerre du Golfe reste cuisant...* » (29).

De toutes parts, le processus de paix apparaît donc comme une impasse et seule une solution internationale semble alors susceptible de mettre un terme au conflit. Mais la scène internationale est tout entière mobilisée par les attentats et le quasi-unanimité occidentale sur l'urgence de combattre le terrorisme. La situation de la Palestine et de son gouvernement apparaît donc très défavorable, car les attentats palestiniens ne sont plus lisibles comme des gestes désespérés ou, plus généralement, comme la seule riposte du faible au fort : ils sont devenus globalement inacceptables.

Le 11 septembre marque donc bien une rupture majeure, repérable au fait que les oppositions lexicales sont en train de vaciller. Depuis un an, le cadrage lexical reposait sur l'opposition entre peuple palestinien et Etat israélien ; les actions militaires opposaient les combattants palestiniens à l'armée israélienne. Dans ces deux cas, l'opposition portait de fait sur celle des civils aux soldats et la disproportion des armes et des moyens faisait apparaître les Palestiniens comme faibles dans le conflit face au fort sous de multiples formes, notamment celle du « peuple » contre « un Etat répressif », opposition légitimante du fait de l'histoire occidentale. De ce fait, l'emploi, avant le 11 septembre 2001, du vocable « terroriste » n'était pas totalement délégitimant. Accolé à « militant », le terme renvoyait à une lutte idéologique, tandis que son opposition au « soldat » israélien renvoyait à l'opposition entre des initiatives plus ou moins coordonnées, sans grands moyens, reposant sur des actes présentés comme individuels et/ou désespérés et l'organisation d'un appareil militaire puissant. Or, le 11 septembre interdit tout à fait la poursuite de ces oppositions, parce que le « terroriste » ne peut plus bénéficier d'aucune légitimité dans l'opinion, ce qui ne fera que s'accroître dans les mois suivants.

(27) *Le Monde*, 29 septembre 2001.

(28) *Le Monde*, 29 septembre 2001.

(29) *Le Monde*, 29 septembre 2001.

Il ne fait pas de doute, quelques jours plus tard, au moment où se prépare la rencontre prévue entre Shimon Peres et Yasser Arafat, que l'opposition d'Ariel Sharon à cette rencontre vient de ce que le 11 septembre a changé la donne en permettant d'assimiler définitivement l'attitude palestinienne au « terrorisme » unanimement condamné. Ainsi, le 17, *Libération* cite Ariel Sharon : « *Arafat joue pleinement la carte du terrorisme et ne prend aucune mesure pour l'empêcher* » ; « *une telle rencontre donnerait une légitimité à Arafat et lui permettrait de poursuivre le terrorisme sans que nous puissions agir contre lui* ».

En outre, le 11 septembre produit une collusion entre le caractère confessionnel et le caractère ethnique du conflit. Si, auparavant, le Hamas était le seul à être continûment caractérisé comme un mouvement « islamique », il n'y a pas d'assimilation entre l'entité palestinienne, identifiée à coup sûr comme « arabe » et un quelconque ensemble « islamique » ; mais le terrorisme d'Al Qaïda, où la haine, revendiquée, des Etats-Unis, va de pair avec la revendication religieuse (profanation des lieux saints par la présence des Etats-Unis en Arabie Saoudite, par exemple), modifie le cadrage : la revendication nationale d'un Etat palestinien est parasitée par le fantasme d'une guerre de religion, et ce d'autant plus que la revendication de l'autorité sur toute la Palestine par Ariel Sharon se fonde explicitement sur le caractère « sacré » de ce territoire ; c'est ce que montre la poursuite incessante de l'implantation des colonies en 2002 et sa justification par Israël.

La guerre contre le terrorisme

L'année 2002, dont l'analyse excède les limites de cet article, est marquée par l'emblématique « guerre » (contre le terrorisme) qui sert de cadre explicatif majeur à la suite de l'Intifada. Lorsque, par exemple, le 31 mars, Ariel Sharon annonce une « *guerre sans compromis* » contre le « *terrorisme dirigé par Yasser Arafat* », *Le Monde* titre : « *Bush soutient la guerre de Sharon* ». L'« occupation » a été remplacée par « la guerre ».

Le cycle attentats-répression s'installe avec une acmé au début du printemps. On retient surtout ce pic qui commence au matin du 29 mars, deux jours après un attentat palestinien à Netanya qui fait 21 morts : les forces israéliennes réoccupent entièrement Ramallah et ouvrent le feu sur le QG de Yasser Arafat. Les médias reprennent le propos d'Ariel Sharon selon lequel Israël « *considère Arafat, qui est à la tête d'une organisations terroriste, comme un ennemi* ». Le vocabulaire désormais ne changera guère : Ramallah est la « *capitale de la terreur* » (Benyamin Ben Eliezer, ministre de la Défense) ; le discours d'Ariel Sharon est une « *déclaration de guerre* » ; Yasser Arafat, considéré comme « *ennemi* » (« *ils veulent me tuer* » dit alors Arafat) se dit prêt à « *mourir en martyr* ». L'opposition sémantique est maximale et se renforce les jours suivants : le 31 mars, pour Ariel Sharon, soutenu par George

W. Bush (« *je comprends parfaitement le besoin pour Israël de se défendre et je le respecte* »), Yasser Arafat est « *l'ennemi du monde libre* » (30).

L'extrême violence qui s'ensuit et qui culmine à Jénine produit en écho une série d'actes antisémites en France (incendie de deux synagogues, le 2 avril, à Marseille et Lyon) qui font la une des journaux et fait la matière de nombre d'éditoriaux, en même temps que les appels à la paix se multiplient avec, en particulier, la résolution 1403 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 4 avril, demandant le retrait des troupes israéliennes de Cisjordanie, résolution appuyée le même jour par George W. Bush. Devant le refus d'Ariel Sharon de s'incliner (« *négocié avant que la terreur ne soit contenue ne pourrait qu'entraîner sa poursuite* ») et la poursuite de l'opération « Mur de protection » à Naplouse et Hébron, les médias soulignent le « *défi* » d'Ariel Sharon aux Etats-Unis, qui provoque une réprobation générale face aux combats de Jénine (du 7 au 12 avril), alors même que Colin Powell est chargé d'une mission de paix.

« *Massacre* » selon les Palestiniens, « *combats acharnés* » pour Israël (23 soldats israéliens et « plusieurs centaines » de Palestiniens tués, selon le général Ron Kitrey) : la polémique dure plusieurs jours, stimulée par le refus d'Israël d'une commission d'enquête internationale. Dans le même temps, un groupe de 200 Palestiniens se réfugie, à l'arrivée des blindés israéliens, dans un couvent qui jouxte la basilique de la Nativité à Bethléem. Qui sont-ils ? On ne sait pas exactement ; des civils, des jeunes armés et, « *peut-être* », des militants du Fatah et du Hamas. Mais la présence de civils assiégés et affamés, dans ce lieu hautement symbolique, confirme le fait qu'Israël considère tout le peuple palestinien comme potentiellement « terroriste ».

Or, cette question du terrorisme focalise désormais l'attention des médias, comme en témoigne cet éditorial du *Monde*, intitulé « *Islam et terrorisme* » le 19 avril : « [l'arme terroriste] *n'en est pas moins ignoble, inacceptable, écoeurante de folie et de lâcheté criminelles. Au nom de la solidarité avec les Palestiniens... les autorités de l'Islam et les intellectuels du monde arabe devraient être les premiers à dénoncer les attentats suicides. Pour le malheur des Palestiniens, c'est le contraire qui est en train de se passer* ». L'amalgame du terrorisme et de l'Islam est en effet stimulé par des déclarations largement reprises, comme celle du cheikh Mohammed Tantawi, de l'Université Al-Ashar, traduite par le *New York Times*, pour qui ces attentats suicides sont « *la forme la plus haute de la guerre sainte* ».

Il faut d'ailleurs noter ici l'attitude des radios communautaires dont l'insistance à dépassionner l'antagonisme et, il faut le dire, la peur des auditeurs des deux communautés, est à souligner. Si la ligne d'opposition claire entre ces radios communautaires juives et arabo-musulmanes se situe entre

(30) L'opposition sémantique renvoie à l'opposition idéologique et politique de la Guerre froide entre le « monde libre » et les pays de l'Est.

l'« *agresseur israélien* » et le « *terrorisme palestinien* », l'insistance de *Radio Shalom* sur son sous-titre « La voix de la paix », la réserve de *Radio Orient* (« *nous ne voulons pas tomber dans le piège du militantisme* »), ou encore le très emblématique duplex, à Lyon, entre *Radio Salam* et *Radio Judaïca*, le 19 avril, sur le thème « Une montée de l'antisémitisme dans les banlieues, fantasme ou réalité ? » témoignent de cette volonté commune de dépasser le conflit.

Le 10 mai 2002, après plus de cinq semaines de couvre-feu, l'armée israélienne se retire de Bethléem, dernière ville de Cisjordanie encore totalement occupée, tandis que les assiégés de la Nativité rentrent chez eux ou sont transférés à Gaza (26 personnes) ou encore à Chypre (les 13 « *dangereux* » selon Israël). La reprise du processus de paix est alors saluée, les médias insistant sur l'« *autocritique* » de Yasser Arafat (sorti de son QG le 2 mai) le 15 mai, qui présage la « *guerre de succession* » au sein de l'OLP.

CONCLUSION

LA COMPLEXITÉ DU RÉEL ET LE RISQUE DE LA SIMPLIFICATION

On peut donc résumer ainsi l'attitude des médias pendant les six premiers mois de la seconde année. A l'exception, notable, de *L'Humanité* qui s'en tient à la condamnation de l'agression israélienne et de la colonisation des territoires, la majorité des médias montre une réprobation claire et de plus en plus nette des attentats, à la fois parce qu'ils font des victimes innocentes, parce qu'ils entretiennent une angoisse génératrice de représailles et parce qu'ils ruinent les efforts de la diplomatie. Parallèlement, la violence, une fois de plus disproportionnée, de l'armée israélienne est dénoncée, parce qu'elle fait le malheur du peuple palestinien, parce qu'elle interdit à Yasser Arafat, isolé, d'exercer l'autorité qu'on exige de lui, parce qu'elle rend insupportable la situation de la population civile, notamment à Jénine et Bethléem. Mais les médias ne parviennent toujours pas à rendre compte de la complexité de la situation (sans laquelle la violence des combats de Jénine est incompréhensible), préférant condamner nettement l'interdit fait alors aux journalistes de circuler normalement. L'absence de « liberté » de l'information est dénoncée parce qu'elle autorise toutes les rumeurs et laisse supposer l'existence d'atrocités que dément Israël.

Autre signe de complexité : la dispersion des attentats, à l'image du morcellement du territoire, qui renforce la peur de la population israélienne. Mais les médias ne parviennent pas à dire la profonde interpénétration des deux populations qui, pourtant, peut expliquer l'échec de tout « rempart » de protection.

Au fond, la principale difficulté que les médias rencontrent dans ce conflit est une sorte d'impasse narrative. Sauf à maintenir une grille interprétative très simplificatrice (agresseurs *versus* victimes), il est impossible de

construire des rôles actanciels clairs et les figures semblent sans cesse brouillées. Ainsi de l'attitude de la population palestinienne, mais aussi des auteurs des attentats (fanatisme religieux ou résistance?) et, bien entendu, des responsables politiques (sincérité de Yasser Arafat ? objectifs réels d'Ariel Sharon?), et ainsi de suite... La présence de « terroristes » supposés au milieu des civils brouille l'image de l'asile franciscain de Bethléem, les contradictions des témoignages, celle du « massacre » de Jénine. Il est alors plus simple de dénoncer l'effort de propagande, de part et d'autre, parce que la poursuite des attentats terroristes après le 11 septembre a disqualifié, dans l'opinion, la résistance palestinienne, comme elle a fini de sceller l'alliance entre Israël et les Etats-Unis, comme il semble impossible de sortir de représentations qui « collent » à l'image présumée que l'on se fait des deux camps. D'où, finalement, l'ambivalence qui caractérise, à quelques exceptions près, les discours des journaux français.